



Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20260526-31-2026-DE  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de réception préfecture : 02/06/2026



LE RAINCY

## CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

Entre :

- > La caisse des Allocations familiales de la Seine-Saint-Denis représentée par le Président de son conseil d'administration, Monsieur Xavier Hébert et par son Directeur, Monsieur Pascal DELAPLACE, dûment autorisés à signer la présente convention ;

Ci-après dénommée « la Caf » ;

et

- > La commune du Raincy représentée par son Maire Monsieur Nicolas RONDEPIERRE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son assemblée délibérante ;

Ci-après dénommé « la commune ».

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Vu les articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'Action sociale des Caisses d'allocations familiales (Caf) ;

Vu la loi du 18 décembre 2023 pour le plein emploi

Vu le décret n°2021-1644 du 14 décembre 2021 relatif à la gouvernance des services aux familles et au métier d'assistant maternel

Vu le décret n° 2025-253 du 20 mars 2025 relatif au schéma pluriannuel de maintien et de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant prévu à l'article L. 214-1-3 du code de l'action sociale et des familles

Vu la Convention d'objectifs et de gestion (Cog) arrêtée entre l'État et la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) ;

Accusé de réception en préfecture  
2026-01-09 06:13:26  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de réception préfecture : 02/06/2026

du 28 mai 2026 figurant en

## PREAMBULE

Les Caf sont nées de la volonté d'apporter une aide à toutes les familles, dans leur diversité. Qu'il prenne la forme de prestations monétaires ou d'aides permettant de développer des services, l'investissement des Caf témoigne d'un engagement de la collectivité, dans une visée universelle, pour accompagner le développement de chaque personne, dès sa naissance, par une présence et un soutien dans son parcours de vie, accentuant, s'il le faut, son aide lorsque la famille est dans la difficulté.

La branche Famille est ainsi présente auprès de chacun tout au long de la vie, auprès de chaque parent, femme ou homme, en fonction de sa situation, en équité : conciliation vie familiale/vie professionnelle, accueil des enfants et des jeunes, lutte contre la pauvreté. Ce sont les domaines prioritaires de l'intervention des Caf, qui prend la forme d'une offre globale de service.

Dédiée initialement à la famille, la Branche s'est vue progressivement confier des missions pour le compte de l'Etat et des départements, qui représentent une part importante de son activité.

Les missions emblématiques de la branche Famille sont fondatrices de son cœur de métier :

- Développer des services attentionnés tout au long des parcours de vie de chacun ;
- Garantir un accès efficace au juste droit en améliorant le modèle de délivrance des prestations ;
- Mobiliser les leviers de performance et accompagner les transformations, grâce à une organisation territorialisée, départementale, solidaire et au plus proche des partenaires locaux.

**Ces missions passent par les objectifs suivants :**

- > Répondre aux besoins d'accueil diversifiés des jeunes enfants et de leurs familles dans le cadre du service public de la petite enfance ;
- > Réduire les inégalités d'accès des enfants et adolescents aux activités péri et extrascolaires pour favoriser la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et l'épanouissement des enfants ;
- > Favoriser l'autonomie et l'accès aux droits des adolescents et des jeunes adultes ;
- > Soutenir les parents, en couple, seuls ou séparés, dans l'exercice de leur parentalité, de la naissance à l'adolescence ;
- > Favoriser l'accès et le maintien dans le logement notamment des allocataires les plus fragiles ;
- > Renforcer la solidarité par le soutien aux politiques d'insertion, d'autonomie et de handicap, en lien avec les partenaires ;

- > Sécuriser et accompagner les habitants allocataires dans une relation de confiance centrée sur l'accès aux droits et aux services ;
- > Renforcer les coopérations avec les partenaires locaux.

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20260528-31-2026-DE  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de réception préfecture : 02/06/2026

Pour accompagner le développement de celles-ci, les Caf collaborent depuis l'origine avec leurs partenaires de terrain, au premier rang desquels les collectivités locales. Les communes (et leur regroupement) sont en effet particulièrement investies dans le champ des politiques familiales et sociales, au titre de leur clause de compétence générale leur permettant de répondre aux besoins du quotidien des citoyens.

Les territoires se caractérisent par une grande diversité de situations d'habitants, et par de nombreuses évolutions qui modifient profondément la vie des familles. Leurs attentes évoluent, et la réponse à celles-ci passe par la volonté des acteurs locaux. A ce titre, la Caf entend poursuivre son soutien aux collectivités locales qui s'engagent dans un projet de territoire qui leur est destiné.

Dans ce cadre, la Convention territoriale globale (Ctg) est une démarche stratégique partenariale qui a pour objectif d'élaborer le projet de territoire pour le maintien et le développement des services aux familles, et la mise en place de toute action favorable aux allocataires dans leur ensemble. Elle s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'actions adapté.

Véritable démarche d'investissement social et territorial, la Ctg favorise ainsi le développement et l'adaptation des équipements et services aux familles, l'accès aux droits et l'optimisation des interventions des différents acteurs.

La Ctg peut couvrir, en fonction des résultats du diagnostic, les domaines d'intervention suivants : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, accès aux droits et aux services, inclusion numérique, animation de la vie sociale, logement, handicap, accompagnement social.

Elle s'appuie sur les documents de diagnostic et de programmation que constituent les différents schémas départementaux : schéma départemental des services aux familles, schéma départemental de l'animation de la vie sociale, pacte des solidarités, etc.

Son plan d'action s'inscrit en cohérence avec les orientations du schéma départemental des services aux familles, animé par le Comité Départemental des Services aux familles, dont la Caf assure le secrétariat général. Ce comité est présidé par le préfet de département et ses Vice-Présidences sont assurées par le président du Conseil Départemental ou un conseiller départemental, un maire ou président d'établissement public de coopération intercommunale du département, et le Président du conseil d'administration de la (CAF) ou un administrateur de ce conseil d'administration désigné par celui-ci.

La collectivité locale peut ainsi s'appuyer sur la CTG pour formaliser ses engagements d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant. Le volet petite enfance et parentalité de la CTG répond aux attendus du schéma pluriannuel de maintien et de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant et dispense la collectivité signataire de la CTG de réaliser un schéma dès lors que son contenu est ajusté aux attendus définis dans le cadre du décret n° 2025-253 du 20 mars 2025.

La CTG s'appuie également sur une concertation des partenaires et des usagers.

En mutualisant la connaissance des besoins des allocataires et de leur situation, les analyses partagées à l'échelon départemental permettent de situer le territoire de la façon suivante :

Accusé de réception en préfecture  
N° 2021-17393-3  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de réception préfecture : 02/06/2026

### Les caractéristiques territoriales suivantes :

En 2022, la population municipale recensée s'établit à 14 778 habitants, soit une progression de 0,9 % par rapport à 2015. La commune se positionne ainsi au 33<sup>e</sup> rang au sein du département en termes de population.

La part des ménages avec enfant(s) s'élève à 27 %, un niveau inférieur à la moyenne départementale (30 %). Les familles monoparentales représentent quant à elles 12 % des ménages, contre 15 % à l'échelle du département. Enfin, le taux de natalité atteint 14 ‰, légèrement en deçà du taux départemental établi à 15 ‰.

L'offre de structures de proximité, d'équipements et de services aux familles se compose notamment de deux crèches gérées dans le cadre d'une délégation de service public ainsi que de dispositifs d'accueil proposés actuellement par l'association IFAC. Cette offre est complétée par l'accueil assuré par les assistants maternels présents sur le territoire.

L'offre d'accueil périscolaire et extrascolaire s'articule autour de plusieurs implantations d'Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH), comprenant cinq structures en écoles élémentaires et cinq en écoles maternelles. Elle est complétée par une politique jeunesse structurée autour d'un Espace Jeunesse, dont l'organisation et l'animation sont à ce jour confiées à l'IFAC.

La Ville du Raincy souhaite également renforcer sa politique de soutien à la parentalité, notamment par la création d'un Relais Petite Enfance (RPE). Les actions envisagées dans le cadre de la Convention Territoriale Globale (CTG) seront déployées à l'échelle de l'ensemble du territoire communal, afin de garantir une équité d'accès pour tous les habitants.

Les partenaires partagent des objectifs communs visant à développer et coordonner les actions favorisant l'accès aux droits et aux services, l'accueil du jeune enfant, les politiques en direction de la jeunesse, l'accès et le maintien dans le logement, ainsi que l'accompagnement des familles en situation de vulnérabilité, sur l'ensemble du territoire communal.

Dans ce cadre, et afin d'inscrire leur intervention en cohérence avec les orientations générales présentées dans le présent préambule, tout en répondant au plus près des besoins du territoire, la Caisse d'Allocations Familiales de la Seine-Saint-Denis et la Ville du Raincy souhaitent s'engager dans la conclusion d'une Convention Territoriale Globale (CTG). Celle-ci a pour objectif de renforcer la coordination des politiques publiques et de consolider les actions conduites conjointement dans les domaines d'intervention partagés.

Les territoires (bassins de vie), les champs d'intervention prioritaires et les objectifs communs de développement sont les suivants :

La commune s'inscrit dans un territoire résidentiel globalement bien doté en équipements et services, sans présence de quartiers prioritaires. Néanmoins, des différences peuvent apparaître en matière d'accès effectif aux services, liées notamment à la localisation des équipements, aux mobilités ou encore aux profils des habitants selon les secteurs. Certaines familles peuvent ainsi rencontrer des difficultés d'accès ou de recours aux dispositifs existants, malgré une offre présente. L'enjeu est donc d'assurer une lisibilité de l'offre et une accessibilité réelle pour l'ensemble des habitants, en portant une attention particulière aux situations d'isolement ou de fragilité.

Les objectifs communs de développement et de coordination des actions concernent l'accès aux droits et aux services, l'accueil des jeunes enfants, la jeunesse, le cadre de vie, l'accès et le maintien dans le logement, l'aide à domicile des familles, la médiation familiale, la lutte contre l'exclusion, l'accompagnement des familles en difficulté. En l'absence de quartier prioritaire de la politique de la ville, les actions seront priorisées en fonction des besoins repérés localement, notamment en direction des publics fragilisés ou isolés, parfois moins visibles. Une attention particulière sera portée au maintien de l'accès aux services, à la prévention des situations de vulnérabilité et au soutien à la parentalité. L'objectif est d'assurer une réponse adaptée et de proximité, en prenant en compte les spécificités du territoire et l'évolution des besoins des habitants.

Accusé de réception en préfecture  
93-2493052-20200603-0028-8  
Date de télétransmission : 02/06/2020  
Date de réception en préfecture : 02/06/2020

C'est pourquoi, dans la perspective d'intervenir en cohérence avec les orientations générales déclinées dans le présent préambule, au plus près des besoins du territoire, la Caf de la Seine-Saint-Denis et la commune souhaitent conclure une Convention territoriale globale (Ctg) pour renforcer leurs actions sur les champs d'intervention partagés.

## **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE**

La présente convention vise à définir le projet stratégique global du territoire à l'égard des familles ainsi que ses modalités de mise en œuvre.

Ce projet est établi à partir d'un diagnostic partagé tenant compte de l'ensemble des problématiques du territoire.

Elle a pour objet :

- D'identifier, dans le cadre du diagnostic partagé, les besoins prioritaires et les besoins non satisfaits sur la commune (Annexe 1) ;
- De définir un plan d'actions et une programmation permettant d'identifier les champs d'intervention à privilégier au regard de l'écart offre/besoin et de développer des actions nouvelles permettant de pérenniser et d'optimiser l'offre des services existante, par une mobilisation des cofinancements (Annexe 2 et 3) ;
- De suivre la mise en œuvre du plan d'actions et de mesurer les impacts de la démarche (Annexes 4).

## **ARTICLE 2 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DE LA CAF**

Les interventions de la Caf, en matière d'optimisation de l'existant et de développement d'offres nouvelles, sur le territoire de la commune répondent aux objectifs suivants :

- > **Répondre aux besoins d'accueil diversifiés des jeunes enfants et de leurs familles dans le cadre du service public de la petite enfance par :**
  - Un égal accès à l'information et une offre d'orientation et d'accompagnement ainsi qu'à l'accès réel de tous les enfants aux modes d'accueil ;
  - À la pérennisation et au développement et des places d'accueil individuel et collectif pour garantir aux familles une offre de qualité, conforme aux exigences de la Charte d'accueil du jeune enfant en tout point du territoire.

**La branche Famille s'est engagée à déployer une réponse diversifiée aux besoins d'accueil diversifiés des jeunes enfants et de leurs familles dans le cadre du**

**Service Public de la Petite Enfance. Véritable opportunité de vivifier le projet de territoire et d'accélérer les transformations à l'œuvre, le service public de la petite enfance (SPPE) participe pleinement à l'attractivité des services aux familles. Il se structure autour de trois priorités : lutte contre les inégalités sociales et de destin dès le plus jeune âge, lever tous les freins au développement de l'offre d'accueil et proposer des solutions d'accueil de qualité.**

Accusé de réception en préfecture  
N° : 2021-00000-1  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de dépôt en préfecture : 02/06/2026

- > **Réduire les inégalités d'accès des enfants et adolescents aux activités péri et extrascolaires par :**
  - Le maintien et le développement des accueils péri et extra scolaires relevant des accueils collectifs de mineurs, des accueils de jeunes et des départs en vacances des enfants en séjour collectif ;
- L'accessibilité financière des familles et l'inclusion des enfants en situation de handicap dans les accueils de loisirs ;
- > **Favoriser l'autonomie et l'accès aux droits des adolescents et des jeunes adultes par :**
  - Le développement d'une information adaptée et d'un accompagnement à l'engagement et à la participation des jeunes ;
  - L'autonomie des jeunes via le logement et l'engagement citoyen et l'accès aux droits et aux services des jeunes et de leur famille.
- > **Soutenir les parents, en couple, seuls ou séparés, dans l'exercice de leur parentalité, de la naissance à l'adolescence par :**
  - Une action coordonnée avec le service public la petite enfance et la démarche « 1 000 premiers jours » dès l'arrivée de l'enfant ;
  - L'accès des parents à une offre de soutien à la parentalité de proximité, diversifiée et innovante notamment pour les parents d'adolescents ;
  - L'accompagnement de la séparation auprès des deux parents et la lutte contre la pauvreté des familles monoparentales.
- > **Favoriser l'accès et le maintien dans le logement notamment des allocataires les plus fragiles par :**
- L'évolution des aides personnelles au logement, le renforcement du partenariat avec les bailleurs sociaux et la prévention des expulsions et des impayés locatifs ;
  - La contribution à la lutte contre la non-décence des logements et le soutien au développement de solutions de logements innovants ou adaptés.
- > **Renforcer la solidarité par le soutien aux politiques d'insertion, d'autonomie et de handicap par :**
  - La mise en œuvre des réformes relevant des politiques du handicap, de l'autonomie et de la solidarité ;



- Les interventions de travail social en direction des familles en situation de vulnérabilité.

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20260528-31-2026-DE  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de réception préfecture : 02/06/2026

- > **Sécuriser et accompagner les habitants allocataires dans une relation de confiance centrée sur l'accès aux droits et aux services par :**
  - Un niveau de service de base plus satisfaisant, s'appuyant sur ses partenaires, dans une démarche d'aller-vers et omnicanal ;
  - La détection automatisée des droits potentiels et la lutte contre les erreurs et la fraude afin de garantir le versement à bon droit des prestations légales et d'action sociale.
- > **Renforcer les coopérations avec les partenaires locaux par :**
  - L'accompagnement des projets de territoires avec les partenaires et les élus ;
  - L'animation de la vie sociale des territoires ;
  - L'adaptation des politiques d'action sociale aux réalités locales et encourager les innovations de terrain.

### ARTICLE 3 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DE LA COMMUNE

La commune met en place des actions au niveau local pour répondre à des besoins repérés.

Celles-ci concernent :

**1/ La Petite enfance** : En réponse aux besoins d'accueil diversifiés des jeunes enfants et de leurs familles, les collectivités locales sont, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025, les autorités organisatrices d'accueil du jeune enfant<sup>1</sup> (AO) et contribuent ainsi à **la mise en place du service public de la petite enfance**. A ce titre, elles exercent quatre compétences en fonction du nombre d'habitants de leurs territoires :

- Quel que soit le nombre des habitants de leur territoire, **toutes les communes ou EPCI** exerçant la compétence d'AO :
  - **Recensent les besoins des enfants âgés de moins de trois ans et de leurs familles en matière de services aux familles ainsi que les modes d'accueil disponibles sur leur territoire** ; cette compétence vise à identifier les besoins des familles en matière de soutien à la parentalité et d'accueil du jeune enfant (nombre de places d'accueil requises, type d'accueil, accessibilité financière et géographique, etc.) et à recenser l'offre d'accueil, individuel (assistants maternels) ou collective (crèches) présente sur la commune ou l'intercommunalité ;
  - **Informent et accompagnent les familles ayant un ou plusieurs enfants âgés de moins de trois ans ainsi que les futurs parents** ; cette compétence vise à garantir, à la hauteur de ses moyens et de manière adaptée aux besoins de son territoire, la bonne information des parents et des futurs parents sur l'offre d'accueil des jeunes enfants disponible dans la commune (publique et privée) et à organiser et structurer une offre d'accompagnement à la parentalité pour tous les parents

<sup>1</sup> Loi plein emploi du 18 décembre 2024.

- Accusé de réception en préfecture  
N° 2026-000000000-000000000-000000000  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de réception en préfecture : 02/06/2026
- **Les communes de plus de 3 500 habitants exerçant la compétence d'AO Planifient le développement des modes d'accueil du jeune enfant ;** cette compétence vise à fixer des objectifs de création de places d'accueil à court ou moyen terme, en identifiant les zones prioritaires à couvrir et les modalités d'accueil à favoriser au regard des besoins des familles ; cette planification tient compte des priorités partagées par les communes dans le cadre des travaux du comité départemental des services aux familles (Cdsf) et des ressources mobilisables dans le cadre du schéma départemental des services aux familles (Sdsf) ; **pour les communes de plus de 10 000 habitants, la mission de planification prend notamment la forme du schéma pluriannuel de maintien et de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant prévu à l'article L. 214-2 du Code de l'action sociale et des familles. Les communes qui ont conclu avec la Caf une convention territoriale globale (CTG), qui correspond aux attendus du schéma pluriannuel de maintien et de développement de l'offre d'accueil, sont dispensées de réaliser un nouveau schéma.**
  - **Soutiennent la qualité des modes d'accueil :** cette compétence vise à œuvrer à la montée en qualité de tous les modes d'accueil, individuels et collectifs, publics et privés. Elles s'assurent que le référentiel de qualité d'accueil soit mis en œuvre par tous les professionnels, diffusent la compréhension des droits et des besoins de l'enfant, et cherchent à renforcer la cohésion de la communauté éducative au sein du territoire (entre les différents lieux d'accueil, et avec l'éducation nationale) ; **pour exercer cette compétence, les communes de plus de 10 000 habitants doivent se doter d'un relais petite enfance à compter du 1er janvier 2026.**

La CTG constitue un cadre structurant sur lequel la commune signataire peut s'appuyer pour exercer sa compétence d'AO. La CTG assure une vision cohérente et opérationnelle de l'offre d'accueil et dispense la collectivité de réaliser un schéma d'AO dans la mesure où, sur le champ de la petite enfance en particulier, elle comporte :

- Le diagnostic des besoins (Annexe 1) ;
- La liste des équipements et services soutenus par chaque collectivité locale exerçant une compétence d'AO (Annexe 2) ;
- Le plan d'actions de la CTG (Annexe 3) ;
- Les modalités de concertation et les partenariats à développer et les ressources de coopération et d'ingénierie mobilisées (Annexe 4).
- Les indicateurs de suivi et d'évaluation (article 9 de la présente convention).

## **2/ Les objectifs de la commune sur le champ de la CAF :**

La commune met en œuvre, à l'échelle locale, différentes actions destinées à répondre aux besoins identifiés. Celles-ci portent notamment sur le maintien et l'amélioration de l'accueil des jeunes enfants, la création d'un service public de la petite enfance, ainsi que l'organisation de l'accueil périscolaire et extrascolaire au sein des structures ALSH. Elles incluent également l'accompagnement de la réussite scolaire des élèves du primaire et du collège, le



développement d'initiatives en faveur de la jeunesse, le soutien à la parentalité, l'accès aux droits, ainsi que la lutte contre l'habitat non décent.

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20260528-31-2026-DE  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de réception préfecture : 02/06/2026

#### **ARTICLE 4 - LES OBJECTIFS PARTAGES AU REGARD DES BESOINS**

**Les principaux enjeux** dégagés du diagnostic partagé (annexe 1) sont :

**Soutenir les familles dans l'articulation entre vie familiale, professionnelle et sociale :**

- Poursuivre le développement d'une offre structurée et diversifiée dédiée à la petite enfance.
- Poursuivre la structuration et la consolidation d'une offre de services diversifiée en direction du public enfant.

**Soutenir les dynamiques de parentalité, promouvoir le développement global de l'enfant et accompagner les jeunes :**

- Contribuer à la compensation des charges familiales et soutenir les parents dans l'exercice de leurs responsabilités éducatives.
- Promouvoir l'égalité des chances en matière de réussite scolaire et développer les liens entre les familles et les acteurs éducatifs.
- Favoriser l'autonomie des jeunes en tant que levier d'accès à l'âge adulte.

**Favoriser les conditions d'accès à l'autonomie ainsi qu'à l'insertion sociale et professionnelle :**

- Accompagner les personnes et les familles confrontées au handicap.
- Soutenir les familles face à des événements ou des difficultés susceptibles de fragiliser la vie familiale.

**Les objectifs conjoints** sont :

- > **En matière de réponse aux besoins d'accueil diversifiés des jeunes enfants et de leurs familles dans le cadre du service public de la petite enfance :**

Dans le but d'améliorer l'accueil du jeune enfant, la ville souhaite renforcer la qualité des services proposés en harmonisant les pratiques pédagogiques et l'accompagnement, tant en accueil collectif qu'individuel, notamment à travers la future création du Relais Petite Enfance et renforcer l'accueil des enfants en situation de handicap.

- > **En matière de réduction des inégalités d'accès des enfants et adolescents aux activités péri et extrascolaires :**

Mettre en œuvre des actions et projets contribuant au développement de l'autonomie des jeunes et à leur insertion sociale et professionnelle.

- > **En matière de soutien à l'autonomie et à l'accès aux droits des adolescents et des jeunes adultes :**

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20260528-31-2026-DE  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de réception préfecture : 02/06/2026

Mettre en œuvre des actions et des projets visant à renforcer l'autonomie des jeunes ainsi que leur insertion professionnelle et sociale. Il s'agit notamment de proposer des formations telles que le BAFA et le BAFD, tout en encourageant leur participation active à la conception et à la réalisation des projets. Une réflexion est également engagée autour de dispositifs innovants, comme les initiatives jeunes, les chantiers éducatifs ou les séjours. Enfin, une attention particulière est portée aux besoins spécifiques des enfants, des préadolescents et des adolescents, en soutenant des projets pédagogiques innovants adaptés à chaque tranche d'âge.

- > **En matière de soutien des parents, en couple, seuls ou séparés, dans l'exercice de leur parentalité, de la naissance à l'adolescence :**

Développer des actions favorisant le vivre-ensemble en associant les parents et en les accompagnant dans le renforcement de leurs compétences éducatives ainsi que dans le maintien du lien parent-enfant. Il s'agit également de pérenniser et de créer des temps d'échange dans des lieux dédiés, à travers des initiatives telles que des activités collectives, des cafés des parents ou encore des ciné-débats. Une réflexion est par ailleurs engagée sur la création d'un lieu d'accueil parentalité (LAEP), en articulation avec le développement d'un relais petite enfance (RPE). Enfin, une attention particulière est portée à l'amélioration de la visibilité de ces actions grâce à la mise en œuvre de stratégies de communication et de promotion adaptées.

- > **En matière d'accès et de maintien dans le logement notamment des allocataires les plus fragiles :**

Lutter contre l'habitat indigne et la non-décence. Une convention de partenariat sera signée/ est mise en œuvre entre la commune et la Caf afin de renforcer l'application du permis de louer sur la commune et la collaboration entre les deux organismes en matière de lutte contre la non-décence. Les objectifs poursuivis sont doubles : accompagner les demandeurs de logements sociaux ainsi que les locataires, et lutter contre les situations de non-décence des logements.

- > **En matière de solidarité par le soutien aux politiques d'insertion, d'autonomie et de handicap, en lien avec les partenaires :**

Cet objectif vise à renforcer l'accès des administrés aux services de la CAF, en consolidant les connaissances des agents du CCAS relatives aux prestations mobilisables.

- > **En matière de sécurisation et d'accès aux droits et aux services :**

Cet objectif vise à améliorer l'accès des Raincéens aux services de la CAF, en optimisant la formation et l'information des agents du CCAS sur l'ensemble des prestations mobilisables.

Accusé de réception en préfecture  
1009-1390063-1-2026-28-31-2026-25  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de réception préfecture : 02/06/2026

> **En matière d'animation de la vie sociale et de coopération avec les partenaires locaux :**

Dans un contexte marqué par l'absence actuelle d'actions structurées en matière de vie sociale, une réflexion est en cours afin de réajuster l'offre existante. Celle-ci vise notamment à structurer la mise en réseau des associations de la ville et à étudier les conditions de création d'une dynamique d'Espace de Vie Sociale (EVS), en capacité de répondre aux besoins que nous aurons identifiés.

Les annexes 2 et 3 à la présente convention précisent les moyens mobilisés **par chacun des partenaires signataires** dans le cadre des champs d'intervention conjoint. Ces annexes font apparaître le soutien des co-financeurs pour le maintien de l'offre existante et les axes de développement d'offres nouvelles.

#### **ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES**

La Caf de et la commune s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés dans le plan d'actions de la présente convention.

La présente convention est conclue dans le cadre des orientations de la Convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la Cnaf. Elle est mise en œuvre dans le respect des dispositifs et des outils relevant des compétences propres de chacune des parties, lesquelles restent libres de s'engager avec leurs partenaires habituels ou d'engager toute action ou toute intervention qu'elles jugeront nécessaire et utile.

La Ctg matérialise également l'engagement conjoint de la Caf et de la collectivité à poursuivre leur appui financier aux services aux familles du territoire.

La Caf s'engage à répartir des financements bonifiés directement entre les structures du territoire soutenues par la collectivité locale compétente, sous la forme de « bonus territoire ctg » et du bonus trajectoire de développement.

De son côté, la collectivité s'engage à poursuivre son soutien financier en ajustant en conséquence la répartition de sa contribution pour les équipements et services listés en annexe 2.

**Lorsqu'il se matérialise par le versement d'une subvention, le soutien financier de la collectivité territoriale doit permettre d'équilibrer un coût de fonctionnement garantissant la qualité du service attendu.** Cet engagement pourra évoluer en fonction de l'évolution des compétences détenues.

**En raison du contexte électoral, une clause de revoyure entre les parties au cours de l'année 2026 est validée afin de clarifier et préciser les objectifs attendus dans le cadre de cette CTG.**

## ARTICLE 6 - MODALITES DE COLLABORATION

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20260528-31-2026-DE  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de réception en préfecture : 02/06/2026

Les parties s'engagent à mobiliser des moyens humains (personnels qualifiés et en quantité) et matériels (données, statistiques, etc.) nécessaires à la réalisation des obligations définies dans la présente convention.

Pour mener à bien les objectifs précisés dans la présente convention, les parties décident de mettre en place un comité de pilotage.

Ce comité est composé, à parité, de représentants de la Caf et de la commune

Les parties conviennent d'un commun accord que des personnes ressources en fonction des thématiques repérées pourront participer à ce comité de pilotage à titre consultatif.

Cette instance :

- Assure le suivi de la réalisation des objectifs et l'évaluation de la convention ;
  - Contribue à renforcer la coordination entre les deux signataires, dans leurs interventions respectives et au sein des différents comités de pilotage thématiques existants ;
  - Veille à la complémentarité des actions et des interventions de chacun des partenaires sur le territoire concerné ;
  - Porte une attention particulière aux initiatives et aux actions innovantes du territoire.
- ⇒ Le comité de pilotage sera copiloté par la Caf et la commune ;
- ⇒ Le secrétariat permanent est assuré par la commune et la Caf.

Les modalités de pilotage opérationnel et de collaboration technique, ainsi que le suivi de la mise en œuvre de la Ctg, fixés d'un commun accord entre les parties à la présente convention, figurent en annexe 4 de la présente convention.

Dans le cadre du Copil de la CTG, chaque commune exerçant la compétence de planification de l'offre en tant qu'Autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant établit et actualise périodiquement son schéma pluriannuel de maintien et de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant qu'elle transmet au comité départemental des services aux familles (CDSF). La CAF apporte son soutien à la commune dans la vérification de la compatibilité (contenu et durée) de son schéma avec le schéma départemental des services aux familles.

Avec l'accord express des communes, la Caf peut transmettre au CDSF les éléments de la CTG correspondant au schéma pluriannuel de maintien et de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant, ainsi que son bilan intermédiaire et final

## ARTICLE 7 - ECHANGES DE DONNEES

Les parties s'engagent réciproquement à se communiquer toutes les informations utiles dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Toutefois, en cas de projet d'échanges de données à caractère personnel, les demandes par l'une des parties feront obligatoirement l'objet d'une étude d'opportunité, de faisabilité et de conformité au RGPD par l'autre partie, en la qualité de responsable de traitement de cette

dernière. Ces demandes seront soumises pour étude et avis préalable au Délégué à la Protection des Données de la partie qui détient les données personnelles demandées. Le Délégué à la Protection des Données pourra être amené à formuler des recommandations spécifiques à chaque échange de données.

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20260528-31-2026-DPE  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de réception préfecture : 02/06/2026

Si elles sont mises en œuvre, ces transmissions (ou mises à disposition) de données personnelles respecteront strictement le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que les décisions, avis ou préconisations de la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). La présente convention ne se substitue en rien à la nécessité, pour les responsables de traitement concernés, d'ajouter le traitement de données personnelles ainsi créé à la liste des traitements qu'il doit tenir au titre de l'article 30 du Rgpd.

## **ARTICLE 8 - COMMUNICATION**

Les parties décident et réalisent, d'un commun accord, les actions de communication relatives à la présente convention.

Les supports communs font apparaître les logos de chacune des parties.

Dans le cadre des actions de communication respectives couvrant le champ de la présente convention, chaque partie s'engage à mentionner la coopération de l'autre partie et à valoriser ce partenariat.

## **ARTICLE 9 – SUIVI, BILAN ET EVALUATION**

Les signataires s'engagent à mettre en œuvre une démarche à visée évaluative structurée autour de deux dimensions complémentaires :

### **1. Le suivi continu du plan d'action**

Un tableau de suivi partagé est mis en place dès le démarrage de la CTG dans le but de :

- Actualiser régulièrement les informations (idéalement chaque trimestre)
- Suivre l'état d'avancement des actions
- Rendre compte des modalités de mise en œuvre, des avancements et des difficultés

### **2. Le pilotage de la démarche évaluative avec la commune en associant ses partenaires (associations, gestionnaires d'équipement, partenaires institutionnels, etc.)**

Le pilotage s'organise autour de trois temps complémentaires en comité de pilotage :

- Des points d'étape annuels pour présenter l'état d'avancement du plan d'action et procéder à des ajustements mineurs si nécessaire.
- Un échange plus approfondi avec la commune à mi-parcours permettant d'examiner les avancées et les difficultés, et de décider d'éventuels ajustements mineurs, ou plus significatifs qui pourraient nécessiter un avenant à la CTG. Cet échange se traduit par la formalisation d'un bilan intermédiaire.
- Un échange associant les partenaires de la commune en fin de période pour analyser les résultats obtenus, évaluer le fonctionnement de la démarche CTG et préparer le renouvellement. Cette réflexion permet de formaliser un bilan final.



Cette organisation permet de maintenir une dynamique partenariale tout au long de la CTG, avec une mobilisation renforcée sur des moments-clés.

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20260528-31-2026-DE  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de réception préfecture : 02/06/2026

Une attention particulière est progressivement portée à l'évaluation des changements engendrés, non pas par chaque dispositif ou action pris isolément, mais par les effets de l'ensemble de ces actions et dispositifs sur le territoire. Cette approche permet d'évaluer le maillage territorial, la réponse aux besoins des habitants et de valoriser la vision globale et territoriale spécifique à la CTG. Il est ainsi attendu que la démarche à visée évaluative rende compte non seulement des réalisations (ce qui a été fait) mais aussi des changements territoriaux (ce qui a évolué pour les habitants du territoire).

Sous la responsabilité du COPIL CTG et avec l'aide de la Caf *si nécessaire*, les chargés de coopération ou les personnes désignées pour suivre la CTG au sein de la commune, conduisent l'évaluation des politiques et des actions mises en œuvre en :

- Développant des partenariats afin de collecter des données et de l'information ;
- Concevant les indicateurs de suivi ;
- Conduisant les analyses statistiques, cartographiques, quantitatives et qualitatives et des dispositifs d'évaluation ;
- Exploitant et communiquant les résultats en s'appuyant sur les chargés de coopération thématiques avec l'aide de la Caf si nécessaire.

Lorsque la CTG tient lieu de schéma pluriannuel de maintien et de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant, ces bilans (intermédiaire et final) permettent de répondre aux exigences réglementaires prévues à l'article L. 214-2 du CASF. Ainsi, a minima les parties relatives au champ d'intervention « petite enfance » de ces bilans sont communiquées au CDSF. Ces bilans sont soit transmis par courrier ou mail par les signataires de la CTG au CDSF, soit la Caf les transmet au CDSF avec l'accord des signataires de la CTG.

#### **ARTICLE 10 - DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2029.

La présente convention ne peut être reconduite que par expresse reconduction.

#### **ARTICLE 11 - EXECUTION FORMELLE DE LA CONVENTION**

Toute modification fera l'objet d'un avenant par les parties.

Cet avenant devra notamment préciser toutes les modifications apportées à la convention d'origine ainsi qu'à ses annexes.

Si l'une des stipulations de la présente convention est nulle, au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite, mais les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

En cas de différences existantes entre l'un quelconque des titres des clauses et l'une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaudra sur le titre.



## **ARTICLE 12 : LA FIN DE LA CONVENTION**

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20260528-31-2026-DE  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de réception préfecture : 02/06/2026

### **- Résiliation de plein droit avec mise en demeure**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par l'une ou l'autre des parties aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

### **- Résiliation de plein droit sans mise en demeure**

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir toutes formalités judiciaires, en cas de modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant.

### **- Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

### **- Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des engagements des parties.

La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

## **ARTICLE 13 : LES RECOURS**

### **- Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

#### ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20260528-31-2026-DE  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de réception en préfecture : 02/06/2026

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elles auront eu connaissance durant l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Fait à ..... Le ..... 2026

En autant d'exemplaires originaux que de signataires.

La Caf de la Seine-Saint-Denis		La commune
Le Directeur général,	Le président du Conseil d'Administration,	Monsieur Le Maire,
Pascal DELAPLACE.	Monsieur Xavier Hébert.	Nicolas Rondepierre.

# ANNEXE 1 – DIAGNOSTIC PARTAGE

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20260528-31-2026-DE  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de réception préfecture : 02/06/2026

## LE RAINCY

EPT Grand Paris - Grand Est

Maire

Politique de la ville 0 QPV dans la commune  
0 QPV partagés avec d'autres v  
quartiers ANRU



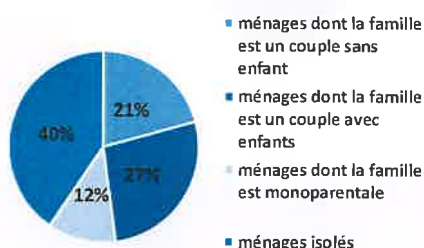
### Population

14 778 habitants 0,9% en 5 ans

0% de la population en QPV

#### Caractéristiques de la population

##### La commune



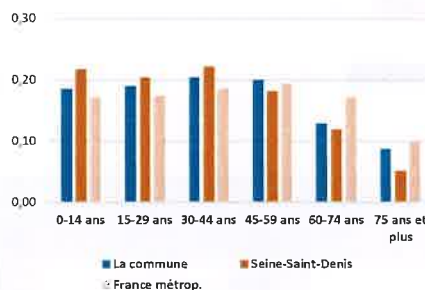
##### Seine-Saint-Denis



##### France



#### Répartition de la population selon les tranches d'âges



#### Population étrangère

12,5% Ville 25,6% Département 7,8% France

#### Taux de pauvreté

13,0% Ville 28,4% Département 14,9% France

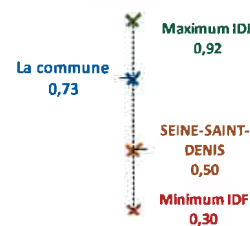
#### Foyers fiscaux imposés

70,0% Ville 49,2% Département 53,4% France

#### Potentiel financier par habitant



#### IDH2 (selon l'ARS) en Seine-Saint-Denis



#### Equipements

5 Eaje Ludothèque  
1 MC PAJE 12 ALSH  
0 MAM 0 CS  
0 RPE 0 EVS  
0 LAEP 0 FJT

#### Transformations urbaines

☐ ANRU / NPNRU  
☐ Programmes immobiliers  
☐ Tram / Métro à venir

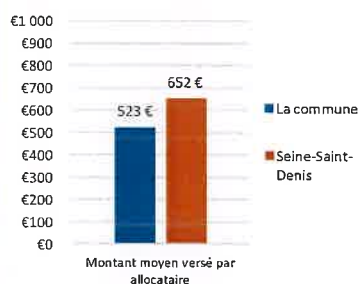
### Allocataires

2 661 allocataires

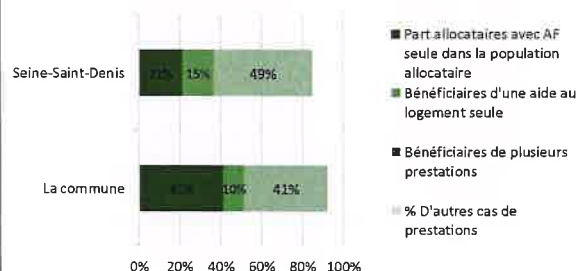
63,2% d'allocataires présents toute l'année

49,3% de la population couverte par une allocation

#### Montant moyen versé par allocataire



#### Bénéficiaires des prestations



Petite Enfance / Parentalité	14,1 %	Taux de natalité	4,0%	Enfants moins de 3 ans	Accusé de réception en préfecture 093-219300621-20260528-31-2026-DE Date de réception en préfecture : 02/06/2026 Date de transmission : 02/06/2026				
	2	Nbre d'enfants bénéficiaires AEEB							
	Aides aux vacances familles								
	16	fam. utilisatrices AVF	4%	Taux d'utilisation AVF		9	fam. utilisatrices AVE	3%	Taux d'utilisation AVE
Familles bénéficiaires d'une prestation liée à la garde d'enfant					% Nb familles en emploi (avec enf -3 ans) .				
<div>% bénéficiaires d'une prestation de garde d'enfant</div> <div><div>France métropolitaine</div><div>Seine-Saint-Denis</div><div>La commune</div></div> <div><div>57%</div><div>26%</div><div>36%</div></div> <div><div>150</div><div>enfants Cmg</div><div>28</div><div>enfants PreParE</div></div>					<div>Ville</div> <div><div><div>24%</div></div><div><div>77%</div></div><div><div>84%</div></div></div>				
Accueil collectif (enfants de moins de 3 ans)					Accueil individuel (enfants de moins de 3 ans)				
Offre		Occupation		Offre		Occupation			
188 places d'accueil		87% Taux réel		140 places d'accueil (individu		67% "taux d'occupation Ass. m			
32% taux de couverture collectif		87% Taux financier		24% taux de couverture indivi		Ass. mat. pour 1 Etp			
0% enfants scolarisés (TPS)		1,6 inscrits/place		178 Nb places agréées ass. ma		24 Nbre d'enfants GAD			
1,92 Participation familiale horaire				50 Ass. mat. agréées					
				28% Ass. mat. au chômage					

Enfance/jeunesse	4%	3-5 ans	6%	6-10 ans	9%	11-17 ans	25%	- de 20 ans
	1,15 Indice de jeunesse						96	Nbre de bénéficiaires AEEH de plus de 3 a
<div> <div>Accusé de réception en préfecture</div> <div>093-219300621-20260528-31-2026-DE</div> <div>Date de télétransmission : 02/06/2026</div> <div>Date de réception préfecture : 02/06/2026</div> </div>								
Continuité éducative								
<input type="checkbox"/> Pedt <input type="checkbox"/> Plan mercredi <input type="checkbox"/> Cité éducative <input type="checkbox"/> PRE <input type="checkbox"/> Conseil municipal des enfants								
Vacances et loisirs enfants		15	nbre d'utilisateurs AVE		3%	Taux utilisation AVE		24,2%
						Taux utilisation PL		
Accueils de loisirs								
Fréquentation			ALSh maternel			Alsh primaire		
Accueil le matin			<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>		
Nombre d'enfants inscrits /nombre d'enfants scolarisés			/					
Nombre d'enfants venus au moins une fois le mercredi								
Nombre d'enfants venus au moins une fois le soir								
Nombre d'enfants venus au moins une fois en extra scolaire								
- petites vacances								
- vacances d'été								
Commentaires :								
Ex.:séjours vacances, place des parents dans les structures, organisation d'actions passerelles, prise en compte du handicap, qualification des professionnels, qualité de l'accueil, profil des bénéficiaires , couverture territoriale (géolocalisation, nombre d'implantation ), Structure en difficultés...Nombre de tiers payant PL								
Enjeux Enfance								
<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>								
Offre jeunesse								
Maillage territorial			POP 15 ans et plus Sans diplôme ou CEP					
Antennes jeunesse			1 211	Ville	322 515	Département	9 466 562	France
Associations jeunesse			Taux de chômage des jeunes (15-24 ans)					
			15%	Ville	28%	Département	22%	France
Type d'offres			225	Allocataires âgés de moins de 25 ans				
			dont :	•	9%	Parents d'au moins un enfant		
			650	enfants, âgés de 16 à 25 ans, des allocataires				
			dont :	•	92%	scolarisés		

## ANNEXE 2 – LISTE DES EQUIPEMENTS ET SERVICES SOUTENUS PAR LA COLLECTIVITE LOCALE COMPETENTE

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20260528-31-2026-DE  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de réception préfecture : 02/06/2026

**Une liste des équipements soutenus (achat de places, mise à disposition de personnel et/ou locaux, subventions) et services par signataire dans le respect des compétences détenues**

NOM DE LA COLLECTIVITE LOCALE SIGNATAIRE		
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE	ELIGIBILITE AU BT
EAJE PSU	Multi-accueil Anne Franck – 20bis boulevard de l'ouest, Le Raincy Multi-accueil Bueno Richard – 2 allée des Maisons Russes, Le Raincy	Oui oui
EAJE Micro-crèche Paje		
Maisons d'assistants maternels		
Services d'accueil au domicile des parents		
RPE		
Structures mettant en place des dispositifs passerelles		
LAEP		
Maison des 1000 premiers jours / Maison des parents		
Actions de soutien à la parentalité		
Alsh périscolaire/ Alsh extrascolaire	Péri CLMI Ville du Raincy – Multi-lieux d'implantations Extra CLMI Ville du Raincy – multi-lieux d'implantation	Oui oui
Accueils de jeunes	CLAD Ville le Raincy – 72 allée Jardin Anglais et de Finchley, Le Raincy	oui
CLAS		
Centres sociaux/ Espace de vie sociale		



Autres :			Accusé de réception en préfecture 093-219300621-20260528-31-2026-DE Date de télétransmission : 02/06/2026 Date de réception préfecture : 02/06/2026
----------	--	--	--

**ANNEXE 3 – PLAN D'ACTIONS 2026 -2029 - MOYENS MOBILISES PAR CHAQUE SIGNATAIRE DANS LE CADRE DES OBJECTIFS PARTAGES**

[illegible]



## SERVICE PUBLIC DE LA PETITE ENFANCE

Diagnostic Accueil collectif



Indicateurs	Commune	Seine-Saint-Denis	France
EAJE tout gestionnaire confondu (Nt CTG)	3	360	12 833
Nombre de places EAJE PSU (Nt CTG)	179	15 547	420 736
Dont nombre de crèches AVIP (Nt CTG)	NC	63	642
Dont places en crèches AVIP (Nt CTG)	NC	2 371	22 589
Part de l'offre EAJE PSU dans le total de l'offre d'accueil (Nt CTG)	37,2%	56,7%	35,7%
Nombre d'enfants de 2 ans accueillis (Nt CTG)		1 334	72 564
Part de la préscolaire dans le total de l'offre d'accueil (Nt CTG)		4,0%	5,5%

### POUR ALLER PLUS LOIN

Les deux crèches municipales proposent une offre variée, incluant accueil occasionnel, accueils réguliers à temps plein ou partiel, ainsi que des accompagnements spécifiques pour les enfants en situation de handicap ou nécessitant des aménagements particuliers. Les locaux sont en amélioration grâce à des travaux, et le matériel est adapté aux besoins pédagogiques et de sécurité. Les équipes sont stables avec un faible turn-over, mais le recrutement reste un défi. La participation des parents est encouragée via des boîtes à idées, des cafés des parents, l'application Kidia pour suivre les activités des enfants, et des événements conviviaux tout au long de l'année. Une semaine de familiarisation est proposée pour faciliter l'adaptation des enfants et des familles à la structure.

Indicateurs	Commune	Seine-Saint-Denis	France
Enfants inscrits en EAJE (trimestre)	328	25 668	827 816
Montant horaire moyen (Fiscus)	NC	1,00 €	1,70 €
Nombre moyen d'heures/jour dans l'EAJE (trimestre)	Bueno Ronald : 8h30 Anne Frank : 9h40	6,87 h	5,67 h

### POUR ALLER PLUS LOIN

Les places en crèche sont attribuées par une CAMA, et en cas de refus, les familles sont orientées vers la PMI pour d'autres solutions d'accueil. Les crèches accueillent les enfants en mode occasionnel ou permanent, avec une fréquentation globalement complète mais variable selon les périodes. Les équipes accompagnent particulièrement les familles lors des premières semaines pour faciliter l'adaptation et restent à l'écoute de leurs besoins. Les structures adaptent également l'accueil des enfants en situation de handicap, bénéficiant d'un PAI ou ayant des besoins spécifiques, et mettent en place les aménagements nécessaires. Des contrôles de la Caf ou la PMI garantissent la qualité de l'accueil, tandis que la Caf a également soutenu des travaux de rénovation des crèches Anne Frank et Bueno Ronald.

Indicateurs	Commune	Seine-Saint-Denis	France
Bonus handicap	2160,51€	744 137,37€	NC
Bonus mixité	0	2 708 400,00€	NC
Bonus territoires	135513,66€	12 489 133,24€	NC

### Compléments :

À ce jour, la CAMA n'applique aucun critère de priorité spécifique pour l'attribution des places, les décisions sont prises en fonction des disponibilités et des situations présentées par les familles.



## SERVICE PUBLIC DE LA PETITE ENFANCE

Diagnostic Accueil individuel

### Offre existante

	Indicateurs	Commune	Sainte-Eulalie-Denis	France
Offre existante	Assistants maternels agréés en activité au 31/12 (Imaje)	35	2 694	206 561
	Assistants maternels en activité au 31/12 pour 100 enfants (Imaje)		4,1	10,7
	Part des assistants maternels agréés en activité de 55 ans ou plus au 31/12 (Imaje)	38,6%	35,2%	32,4%
	Places chez les assistants maternels (Kit CTG)	140	8 477	684 584
	Part de l'accueil chez les assistants maternels dans le total de l'offre (Kit CTG)	NC	30,1%	52,2%
	Places en garde à domicile (Kit CTG)	24	1 761	47 515
	Part de la garde à domicile dans le total de l'offre (Kit CTG)	24%	63%	3,6%

#### POUR ALLER PLUS LOIN

Il n'existe actuellement aucune MAM sur la commune.

La PMI assure l'accompagnement des assistants maternels, notamment à travers les formations obligatoires, les visites, les contrôles et l'appui technique dans le cadre de leur activité.

L'inactivité partielle ou totale de certains assistants maternels peut s'expliquer par :

- une diminution des demandes de la part des familles pour ce mode de garde,
- un manque d'information concernant le métier d'assistant maternel, son fonctionnement, ainsi que les tarifs pratiqués, parfois mal connus ou perçus comme trop élevés.

	Indicateurs	Commune	Sainte-Eulalie-Denis	France
Finances	Heures rémunérées par enfant gardé (Imaje)	NC	150 h	114 h
	Montant moyen salaire horaire (Imaje)	NC	4,48 €	4,94 €
	Montant salaire moyen (Imaje)	NC	1 862,16 €	1 555,99 €
	Enfants moyens gardés par assistant maternel (Imaje)	24	2,7	3,5

#### POUR ALLER PLUS LOIN

Il n'en existe pas RPE à ce jour.

### Conclusions du diagnostic

L'offre d'accueil sur la commune est en forte croissance, portée par une diversification progressive des modes d'accueil et un investissement constant dans l'amélioration des structures. Les crèches municipales répondent déjà à des besoins spécifiques, notamment l'accueil d'enfants en situation de handicap, la mise en place de PAI, ainsi que la réalisation d'aménagements individualisés lorsque cela est nécessaire.

Bien qu'il n'existe pas encore de Petite Enfance (RPE), sa création constitue un projet en réflexion, qui permettrait à terme de renforcer l'accompagnement et l'information des familles.

Par ailleurs, les probables évolutions urbaines à venir — telles que de nouveaux logements ou l'arrivée future du métro — impliqueront, à long terme, un développement accru de l'offre d'accueil afin de répondre aux besoins des familles et d'anticiper la croissance démographique.



## Engagements partagés



### Information et accompagnement des familles

#### Actions

- Projet de création d'un RPE (Relais Petite Enfance).
- Augmentation de la diffusion des questionnaires de satisfaction auprès des familles.
- Organisation de cafés des parents et d'ateliers thématiques au sein des EAJE (écran, sommeil, alimentation, séparation, etc.).
- Elaboration d'un guide de la petite enfance et développement d'un espace dédié sur le site internet de la Ville.

#### Indicateurs

- Nombre de familles accompagnées par le RPE.
- Impact du RPE sur les familles selon les questionnaires de satisfaction (information, accessibilité, accompagnement).
- Taux de participation aux cafés des parents et satisfaction sur la qualité de l'information.

### Développement de l'offre

#### Actions

- Soutenir le maintien et la pérennisation de l'offre d'accueil du jeune enfant sur le territoire, afin de répondre aux besoins des familles.
- Préserver les capacités d'accueil existantes, en accueil collectif et individuel, et engager une réflexion sur les leviers permettant de soutenir et valoriser l'accueil individuel (assistantes maternelles).
- Renforcer la coordination et les échanges entre les acteurs du territoire (EAJE, PMI, partenaires institutionnels) afin d'améliorer la visibilité et la fiabilité de l'offre d'accueil, notamment par l'organisation de rencontres semestrielles et le suivi d'indicateurs partagés (taux de couverture, taux d'occupation, satisfaction des familles, inclusion, etc.).

#### Indicateurs

- Nombre de places maintenues sur le territoire.
- Evolution du nombre de places disponibles, taux de couverture.
- Nombre de rencontres organisées et suivi des indicateurs.

### Soutien à la qualité de l'accueil individuel et collectif

#### Actions

- Former les professionnels de la petite enfance selon les besoins du territoire.
- Exploiter les questionnaires de satisfaction pour améliorer la qualité d'accueil.
- Réaliser la rénovation des deux crèches municipales pour améliorer conditions, sécurité et bien-être.
- Développer des outils d'évaluation partagés pour suivre la qualité et les besoins du territoire.
- Organiser 1 à 2 comités thématiques par an pour favoriser dialogue, coordination et partage entre acteurs (inclusion, qualité, parentalité...).

#### Indicateurs

- Nombre de professionnels formés.
- Analyses des retours des questionnaires de satisfaction et des besoins identifiés.
- Etat et qualité des crèches municipales.
- Nombre et fréquence des comités thématiques, diversité des acteurs impliqués et projets initiés.

### Autres actions

#### Actions

- Renforcer la coordination entre EAJE et écoles afin de favoriser une transition sécurisée et progressive de l'enfant vers l'école.

#### Indicateurs

- Nombre d'enfants bénéficiant de parcours d'accompagnement.



# SERVICE PUBLIC DE LA PETITE ENFANCE

Annexe

Développement



Insérer ici l'Excal complémentaire avec le trajectoire



Annexe - Petite Enfance

Séances de développement											
N°	Date	Heure	Durée	Séances de développement				Séances de développement			
				1	2	3	4	5	6	7	8
1	01/06/2026	10h	1h	1	2	3	4	5	6	7	8
2	02/06/2026	11h	1h	1	2	3	4	5	6	7	8
3	03/06/2026	12h	1h	1	2	3	4	5	6	7	8





## Ville du Raincy

- **Enjeu : Développement de l'offre / Qualité de l'offre enfance-jeunesse,**
- **Objectifs :** Prendre en compte les besoins spécifiques des enfants, pré-ados et adolescents en soutenant des projets pédagogiques innovants, Développer des actions favorisant l'intergénérationnel et le vivre-ensemble, Développer des actions et projets favorisant l'autonomie des jeunes et son intégration professionnelle et sociale et Soutenir la qualité de l'offre par la rénovation des locaux.
- **Publics ciblés :** L'enfance et la jeunesse raincyenne (enfants, pré-ados et adolescents).

### Besoins potentiels

Les enfants et les adolescents accueillis dans les équipements du Raincy sur les temps périscolaires et extrascolaires doivent disposer d'un accueil adapté et se voir proposer des activités pédagogiques variées et innovantes. L'offre enfance/jeunesse visera à développer des actions liées à l'inclusion, à l'insertion et à une ouverture sur le monde.

### Constats

Les politiques publiques à destination de l'enfance et de la jeunesse s'intègrent dans un contexte d'évolution de la société d'un point de vue sociologique, professionnelle, scientifique et technologique. Les projets ludo-éducatifs répondent à une forte attente de la jeunesse raincyenne.

### Thématiques transversales

Agir sur l'enfance/jeunesse par 2 axes :

- Proposer des activités pédagogiques innovantes et adaptées à destination de l'enfance/jeunesse.
- Améliorer l'offre de service existante en l'adaptant à la demande des usagers.

### Responsables d'actions

Caf : Charge de conseil et développement  
Ville : Responsable réussite éducative  
Contributeurs : Les services municipaux, les prestataires, les équipes d'animation mobilisées sur ces actions, les associations locales.

**OBJECTIF 1 : Prendre en compte les besoins spécifiques des enfants, pré-ados et adolescents en soutenant des projets pédagogiques innovants,**

**Modalités de mise en œuvre :** Renforcer les actions de sensibilisation et de prévention (A titre d'exemples : le harcèlement, l'utilisation des réseaux sociaux, l'hygiène, les addictions, la sexualité, la prostitution des mineurs), Proposer des accueils de loisirs avec des thématiques dédiées (Green Club, Digital Club, English Club...)

permettant une plus grande ouverture sur le monde.  
Renforcer la formation professionnelle des équipes d'animation (thématiques : l'accueil d'enfants en situation de handicap, le numérique, les premiers secours...)

Utilisation du Fond Public et Territoire – axe 1 relatif à l'accueil des enfants en situation de handicap dans les structures et services de droit commun. Mise en réseau avec le PRH 93 (Pôle Ressource et Handicap),

**OBJECTIF 2 : Développer des actions favorisant l'intergénérationnel et le vivre-ensemble,**

**Modalités de mise en œuvre :** renforcer les temps d'échanges et de jeux avec les seniors et favoriser les actions civiques et citoyennes,

**OBJECTIF 3 : Développer des actions et projets favorisant l'autonomie des jeunes et son intégration professionnelle et sociale**

**Modalités de mise en œuvre :** proposer des formations au BAFA/BAFD, favoriser l'implication des jeunes dans les montages des projets. Réflexion autour des dispositifs innov jeunes, chantiers jeunes et séjours.

**OBJECTIF 4 : Soutenir la qualité de l'offre par la rénovation des locaux.**

Améliorer la visibilité de ces actions par la mise en place d'actions de communication et de promotion adaptées, Faciliter les démarches des familles en faisant évoluer le logiciel de gestion de réservation.

### Évaluation sur la période de la CTG :

- Indicateurs de résultats
  - Nombre de services / d'actions créées,
  - Fréquentation des services et actions mises en œuvre,
  - Nombre de personnel formé,
- Indicateurs d'impacts/de réalisation :
  - Réalisation de diagnostic, étude, enquête,
  - Questionnaires de satisfaction,
  - Groupes projets/groupes de travail



## Ville du Raincy

### •Enjeu : Développement de l'offre / Qualité de l'offre parentalité.

•**Objectifs** : Prendre en compte les besoins spécifiques des familles en proposant des projets et une offre de service adaptés favorisant leur bien-être sur le territoire raincéen et Développer des actions favorisant le vivre-ensemble en intégrant les parents et en accompagnant les parents dans leurs capacités à agir et à maintenir le lien parents-enfants

•**Publics ciblés** : Les familles raincéennes.

### Besoins potentiels

Les parents ont besoin d'être accompagnés dans leur rôle de premier éducateur de leur enfant, en leur offrant des actions d'écoute, de soutien, de conseils et d'information spécifiquement adaptés. L'action publique à destination des raincéens s'inscrit dans une volonté de développer et d'accompagner la parentalité.

### Constats

Le développement des actions liées à la parentalité s'inscrit dans un contexte d'évolution de la société d'un point de vue sociologique, professionnelle, scientifique et technologique.

### Thématiques transversales

Agir sur la parentalité par 2 axes :  
• Prendre en considération les besoins des parents pour développer l'offre parentale et développer les capacités parentales.  
• Améliorer l'offre existante et la qualité des services proposés.

### Responsables d'actions

Caf : Chargé de conseil et développement.  
Ville : Responsable réussite éducative et responsable petite enfance.  
Contributeurs : Les services municipaux, les prestataires, les équipes d'animation mobilisées sur ces actions, les associations locales.

OBJECTIF 1 : Prendre en compte les besoins spécifiques des familles en proposant des projets et une offre de service adaptés favorisant leur bien-être sur le territoire raincéen.

Modalités de mise en œuvre : sensibiliser les parents aux enjeux de notre société en renforçant les actions de sensibilisation et de prévention à destination des enfants, adolescents et parents (A titre d'exemples : le harcèlement, l'utilisation des réseaux sociaux, l'hygiène, les addictions, la sexualité, la prostitution des mineurs).

Proposer des services de médiation familiale ou le cas échéant de professionnels spécialisés dans l'accompagnement de la relation parents/enfants.

Pérenniser les structures existantes sur le territoire et proposer des accueils adaptés aux besoins des familles.

Améliorer la visibilité de ces actions par la mise en place d'actions de communication et de promotion adaptées.

Faciliter les démarches des familles en faisant évoluer le logiciel de gestion de réservation.

OBJECTIF 2 : Développer des actions favorisant le vivre-ensemble en intégrant les parents et en accompagnant les parents dans leurs capacités à agir et à maintenir le lien parents-enfants.

Modalités de mise en œuvre : pérenniser et mettre en place des temps d'échanges dans des lieux dédiés en développant des activités, café des parents, ciné débats...

Réflexion autour de la création d'un LAEP (lieu d'accueil parentalité) en continuité avec la création d'un RPE (relais petite enfance).

Améliorer la visibilité de ces actions par la mise en place d'actions de communication et de promotion adaptées.

### Évaluation sur la période de la CTG :

- **Indicateurs de résultats**
  - Nombre de services / d'actions créées,
  - Fréquentation des services et actions mises en œuvre,
- **Indicateurs d'impacts/de réalisation** :
  - Réalisation de diagnostic, étude, enquête,
  - Questionnaires de satisfaction,
  - Groupes projets/groupes de travail



### Ville du Raincy

Thématique : Animation de la vie sociale

Enjeu : Développement de l'offre / Qualité de l'offre

Objectifs : Travailler à la mise en réseau des associations de la ville et Réflexion autour de la création d'une dynamique d'Espace de Vie Sociale (EVS)

Publics ciblés : Tous les habitants du Raincy

#### Besoins potentiels

Le potentiel par habitant s'élève à 1 213 € au sein de la ville, ce qui traduit l'existence de certains besoins sur le plan économique.

#### Constats

La ville ne bénéficie pas actuellement d'une structure spécifique d'animation de la vie sociale.

#### OBJECTIF 1 : Travailler à la mise en réseau des associations de la ville

Organiser des rencontres et/ou échanges entre acteurs associatifs pour créer une dynamique associative sur le territoire

Proposer des temps d'information en diffusant les appels à projets de la CAF aux services municipaux et associatifs de la ville.

#### OBJECTIF 2 : Réflexion autour de la création d'une dynamique d'Espace de Vie Sociale (EVS)

Réaliser un état des lieux des besoins et des ressources à travers des questionnaires et sondages auprès des habitants.

#### Responsables d'actions

Caf : Chargé de conseil et développement  
Ville : CCAS  
Contributeurs : chargé de projet territorial de la CAF

#### Evaluation

- Indicateurs de résultats
- Questionnaires d'impact
- Sondages
- Indicateurs d'impacts
- Lecture des résultats des questionnaires d'impact et des sondages



## Ville du Raincy

### Thématique : Accès aux droits

**Enjeu : Lutter contre le non recours et mieux accompagner le public allocataire**

**Objectifs : Développer l'information et la communication auprès des Raincéens sur les différentes aides sociales pouvant être instruites par le CCAS et Mettre à disposition un point d'accès numérique pour les Raincéens et communiquer autour de cet accès**

**Publics ciblés : Les Raincéens**

#### Besoins potentiels

Accéder à un point numérique pour les Raincéens pour les démarches administratives et bénéficier d'un accompagnement

#### Constats

De nombreuses personnes isolées et en situation de vulnérabilité, qui n'ont pas accès à l'information concernant leurs droits et leurs possibilités d'être accompagnées.

Services au niveau du CCAS à développer en terme de communication.

**OBJECTIF 1 : Développer l'information et la communication auprès des Raincéens sur les différentes aides sociales pouvant être instruites par le CCAS**

**Modalité de mise en œuvre :** participation aux différents événements de la Ville (journée des associations...) avec interventions des partenaires sur différentes thématiques sociales (logement...), mise à jour de la signalétique et de la communication digitale, renforcer la formation des agents du CCAS

**OBJECTIF 2 : Mettre à disposition un point d'accès numérique pour les Raincéens et communiquer autour de cet accès**

**Modalités de mise en œuvre :** accompagnement des usagers du CCAS du Raincy qui expriment le besoin pour leurs démarches en lignes par les chargés d'aides sociales, réflexion autour d'un partenariat et mise en place d'un conseiller numérique labellisé « aidant connect »

#### Responsables d'actions

Caf : Chargée de projets territoriaux  
Ville : CCAS  
Contributeurs : Agents CCAS

#### Évaluation

• Indicateurs de résultats

Nombre de démarches effectuées, nombre de personnes accompagnées pour les démarches en lignes, nombre de formation, nombre d'actions partenariales

• Indicateurs d'impacts

• Comparatifs N-1, Sondage, boîte à idée



## Ville du Raincy

### Thématique : Logement

**Objectifs :** Lutter contre l'habitat indigne et la non-décence et Améliorer la collaboration entre la Caf et le service d'hygiène de la commune du Raincy

**Publics ciblés :** Bénéficiaires des aides aux logements/ bailleurs

### Diagnostic thématique

Données chiffrées : Au Le Raincy, la part de bénéficiaires de l'ALF (35 %) et de l'ALS (34 %) est plus élevée que dans le département (17 % et 23 %), tandis que celle de l'APL est nettement plus faible (31 % contre 60 %).

#### Constat :

Mise en place du permis de louer sur la ville du Raincy depuis le 07/01/2019. Connaissance des nouveaux bénéficiaires AL par la Caf

Au Le Raincy, les logements de moins de 10 ans ne sont pas concernés par le permis de louer. Seule l'autorisation de mise en location s'applique sur toute la ville, sans déclaration obligatoire.

L'action menée par la Caf et celle de la commune sont peu articulées alors qu'elles portent sur des situations similaires.

### Objectif 1 : Lutter contre l'habitat indigne et la non-décence

Une convention de partenariat sera signée/ est mise en œuvre entre la commune et la Caf afin de renforcer l'application du permis de louer sur la commune et la collaboration entre les deux organismes en matière de lutte contre la non-décence.

Il s'agira, en effet, pour la Caf d'informer régulièrement la ville des nouvelles mises en location dont la Caf a connaissance.

### Objectif 2 : Améliorer la collaboration entre la Caf et le service d'hygiène de la commune du Raincy, en 3 étapes

1ère étape : Sensibiliser les équipes => présentation du dispositif décence aux agents des services d'hygiène de la ville et de la Caf.

2ème étape : Repérer des situations => habilitation par la Caf du service d'hygiène permettant la réalisation de constats de non-décence de logements occupés par des bénéficiaires d'une aide au logement,

3ème étape : Collaborer=> Mise en place d'un circuit d'échanges entre la Caf, le service d'hygiène et l'Adil (du repérage de la situation de non-décence, de l'établissement du diagnostic et enfin à la résolution de la situation du logement).

### Responsables d'actions

Caf : Madame Sonia Majeri, référente logement Caf93  
Ville : CCAS  
Partenaire(s) : DPSA, services municipaux

### Évaluation sur la période de la CTG :

#### • Indicateurs de résultats

- Signature de la convention de partenariat dans le cadre du permis de louer.

#### • Indicateurs de résultats :

- Réalisation de l'expérimentation, Formalisation et partage du circuit de collaboration, Nombre de signalements de location non connus par la ville, Evolution du nombre de demandes de permis de louer, Nombre de logements détectés et Nombre de situations résolues.

## ANNEXE 4 – MODALITES DE PILOTAGE STRATEGIQUE ET OPERATIONNEL ET SUIVI DE LA CTG

Ces instances de pilotage de la CTG s'appuient sur :

- Un comité de pilotage, chargé de l'impulsion et de la prise de décision, mais aussi garant du suivi du plan d'action découlant du diagnostic partagé ; il est composé de des principaux acteurs décideurs et financeurs représentés à un niveau politique et stratégique. Ce comité se réunit une à deux fois par an ;
- Des commissions de travail, structurées par thématique ou par territoire autour des principaux objectifs prioritaires du plan d'action ; leur rôle est de développer une expertise thématique et de garantir la planification des actions dans les domaines sectoriels qui les concernent. Elles sont composées des représentants des acteurs locaux et les opérateurs à un niveau technique et engageant une forte expertise.

Mis au service des projets de territoire, les chargés de coopération sont, par leur capacité à mobiliser les expertises et les ressources, de véritables leviers d'aide à la décision des élus et des acteurs du territoire. Ils sont mobilisés notamment au titre du SPPE sur différents aspects :

- L'aide à la décision notamment dans une perspective de transfert ou de prise de compétences des communes ou des intercommunalités sur les champs qui intéressent le déploiement des services sur le territoire ;
- L'animation et la mise en synergie d'un réseau d'acteurs et de soutien aux initiatives des habitants ;
- La mobilisation des dispositifs et ressources mobilisables et en particulier les communautés professionnelles agissant en matière de qualité des équipements et services ;
- La conduite des démarches de diagnostic et d'évaluation.

Véritable stratégie pour animer et faire vivre le projet du territoire, la mobilisation des fonctions de coopération est coconstruite par les signataires de la CTG. Les chargés de coopération sont pleinement mobilisés sur le suivi de la CTG. Ils font le lien entre le Copil CTG et les différentes instances thématiques.



Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20260528-31-2026-DE  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de réception en préfecture : 02/06/2026

**ANNEXE 5 – DECISION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE EN DATE  
DU 28 MAI 2025**

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20260528-31-2026-DE  
Date de télétransmission : 02/06/2026  
Date de réception préfecture : 02/06/2026